

Date **ÉTABLISSEMENT CRÉÉ OU MODIFIÉ**

9 **ÉTABLISSEMENT MODIFIÉ** Principal Secondaire

Adresse : rés., bât., app., n°, voie, lieu-dit

Code postal Commune Le cas échéant, ancienne commune

10 **DATE DE DÉBUT OU DE MODIFICATION D'ACTIVITÉ :**

ACTIVITÉ PRINCIPALE EXERCÉE : ne cocher qu'une seule case :

Culture de : céréales, légumineuses, graines oléagineuses riz légumes, melons, racines et tubercules canne à sucre tabac plantes à fibres
 autres cultures non permanentes vigne fruits tropicaux et subtropicaux agrumes fruits à pépins et à noyaux fruits oléagineux
 autres fruits d'arbres ou d'arbustes, fruits à coques plantes à épices aromatiques, médicinales et pharmaceutiques plantes à boisson
 autres cultures permanentes *préciser*

Élevage de : vaches laitières autres bovins et buffles chevaux et autres équidés chameaux et autres camélidés ovins et caprins porcins
 volailles aquaculture en mer aquaculture en eau douce autres animaux, *préciser*

Autres activités : culture et élevage associés activités des pépinières sylviculture et autres activités forestières bailleur de biens ruraux
 loueur de cheptel autre, *préciser*

ACTIVITÉS SECONDAIRES AGRICOLES EXERCÉES :

L'activité principale de cet établissement devient-elle l'activité principale de l'entreprise oui non

En cas de modification d'activité, elle résulte d'une :

Adjonction d'activité
 Suppression partielle d'activité par : Disparition Vente Reprise par le propriétaire Autre

En cas de cessation totale de l'activité agricole :

Conservation de stocks ou de cheptel
 Conservation d'une exploitation de subsistance

12 **ORIGINE DE L'EXPLOITATION OU DE L'ACTIVITÉ :**

Création Poursuite de l'exploitation par le conjoint
 Reprise totale ou partielle d'une ou plusieurs exploitations
 Autre

Précédent exploitant : N° unique d'identification

Si reprise d'élevage : N° détenteur de cet élevage

N° d'exploitation

Nom de naissance

Nom d'usage Prénoms

Dénomination

11 **NOM DE L'EXPLOITATION**

13 **EFFECTIF SALARIÉ DE L'ÉTABLISSEMENT CRÉÉ**

14 **MISE EN LOCATION DE BIENS RURAUX avec TVA bailleur de biens ruraux (Activité non agricole par délégation des CFE du service des impôts)**

Date de mise en location des terres, bâtiments agricoles et / ou de cheptel : Totalité Une partie
 Location de droits à paiement de base (DPB) Revenus fonciers

Adresse du bien loué : n°, voie, lieu-dit Code postal Commune

Preneur du bail : nom, prénoms / dénomination Numéro unique d'identification

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

15 **OBSERVATIONS :**

16 **ADRESSE DE CORRESPONDANCE** Déclarée au cadre N° Domicile Lieu d'exploitation Autre, dans ce cas préciser : Tél. Tél.
 Rés., bât., n°, voie, lieu-dit Télécopie / courriel
 Code postal Commune

17 Les informations sont transmises aux organismes destinataires pour les registres et répertoires prévus par la réglementation et qui sont accessibles au public. Le règlement (UE) 2016/679 modifié du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent aux réponses des personnes physiques à ce questionnaire. Ils leur garantissent un droit d'accès et de rectification pour les données à caractère personnel les concernant, auprès du responsable de traitement concerné, un droit d'opposition à leur diffusion qui s'exerce auprès de l'Insee pour les données qu'il diffuse (cf. case à cocher ci-dessous), ainsi qu'un droit d'opposition à la réutilisation de ces données par des tiers, à d'autres fins que les missions des organismes destinataires, et qui s'exerce auprès des responsables des sites rediffusant leurs données. (Cf. annexe aux notices).
 Je demande que les informations enregistrées dans le répertoire Sirene puissent être consultées ou utilisées par des tiers (cf. notice) : oui non

Le présent document vaut déclaration à l'Insee, à la MSA, aux services fiscaux et, le cas échéant, au Registre des actifs agricoles, à l'Etablissement Départemental d'Elevage, au casier viticole ou, pour les EIRL, au Registre de l'agriculture.

La déclaration sur l'honneur est définie par la loi. Si vous remplissez délibérément cette déclaration de manière inexacte ou incomplète, vous vous exposez à des poursuites.

18 **LE DÉCLARANT** Désigné au cadre 3A **LE MANDATAIRE** ayant procuration

Nom, prénom/ dénomination et adresse

Code postal Commune

Certifie l'exactitude des renseignements donnés.

Fait à Le

Intercalaire PEIRL oui non

Nombre d'intercalaire(s) P'

SIGNATURE